

<p style="text-align: center;">ANNEXE 8 AU RÈGLEMENT DE CONSULTATION</p> <p style="text-align: center;">FORMULAIRE DU CANDIDAT ÉTABLI À L'ÉTRANGER</p>
--

Annexe ou tout document équivalent (ou formulaires DC1 et DC2) à joindre dans le dossier de candidature pour les candidats étrangers. Le candidat, auquel il est envisagé d'attribuer le marché, qui est établi ou domicilié dans un Etat étranger (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, fournit à l'acheteur les informations suivantes ou équivalent (exemple, NOTI 1).

Ces informations doivent être jointes en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

1. IDENTITE

Raison sociale :

Forme juridique :

Adresse :

Activité :

En cas d'assujettissement à la TVA : Numéro tva intracommunautaire attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts:

2. CONFORMITE

- Je certifie être à jour de mes obligations sociales (déclarations et paiements)
- Je certifie être à jour de mes obligations fiscales
- Je certifie avoir contracté les assurances permettant de garantir ma responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

3. CAPACITES FINANCIERES ET EFFECTIFS :

3.1. Chiffre d'affaires global (si la situation juridique le permet, notamment pour les sociétés récentes) :

- Exercice n-1 :
- Exercice n-2 :
- Exercice n-3 :

Pourcentage significatif pour ce marché (si la situation juridique le permet, notamment pour les sociétés récentes) :

- Exercice n-1 : (préciser pour chaque lot si le marché est alloti)
- Exercice n-2 : (préciser pour chaque lot si le marché est alloti).
- Exercice n-3 : (préciser pour chaque lot si le marché est alloti)

3.2. Tranche d'effectifs (si la situation juridique le permet) :

- Je déclare sur l'honneur ne pas entrer dans un des cas l'interdisant de soumissionner prévus à l'article 51 du n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et aux articles 45, 47, 48 et 50 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

-Je déclare posséder les pouvoirs d'engager la société, soit en tant que dirigeant, soit comme déléataire du dirigeant :

Nom :

Prénom :

Fonction :

- J'autorise le pouvoir adjudicateur à vérifier les informations de mon entreprise auprès des administrations concernées. Ces informations resteront strictement confidentielles.

Les documents attestant de son identité ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France, les documents attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D 8222-7-1°-b du code du travail), attestant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites, l'immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire (article D 8222-7-2° du code du travail) ne seront demandés qu'au candidat retenu.

POUR REpondre EN TANT QUE GROUPEMENTS MOMENTANES D'ENTREPRISES

- Une lettre de candidature (ou formulaire type DC 1) faisant état de l'ensemble des membres du groupement et de l'habilitation du mandataire commun par ses co-traitants, sauf si l'offre finale doit être signée par l'ensemble des entreprises groupées ;
- Par chaque co-traitant, l'ensemble des engagements sur l'honneur listés ci-dessus.
- La forme du groupement (conjoint ou solidaire) et la qualité du mandataire.

POUR REpondre EN DECLARANT UNE SOUS-TRAITANCE : une déclaration de sous-traitance contenant les informations demandées dans le formulaire DC4